



Selon Génération 90, Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation estudiantine des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique, « *Il est totalement inacceptable que 30 ans après le multipartisme, un opposant politique soit assigné à résidence par des militaires pour avoir organisé une manifestation pacifique!!!* »

Ci-dessous l'intégralité de son communiqué

I.LE CONTEXTE

Depuis le 22 septembre 2020, pour prendre une date référence, les dynamiques sociopolitiques au Cameroun se sont davantage dégradées. En cause, la barbare répression du gouvernement camerounais, qui a accompagné la décision de dénoncer les conditions d'organisation des élections régionales du 06 décembre prochain à travers des manifestations pacifiques, conformément aux lois de la république.

En effet, la Plateforme des Partis d'opposition et de la Société Civile comprenant le MRC et six autres partis politiques, avait appelé à des manifestations pacifiques le 22 septembre 2020, sur toute l'étendue du territoire, pour exiger notamment la fin du conflit en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et qui oppose l'armée nationale à des groupes «séparatistes»

et, et la révision « consensuelle » du Code électoral. Et comme d'habitude, Le gouvernement, à travers le Ministre chargé de l'administration territoriale, avait déclaré ces manifestations illégales et les avaient qualifiées "d'insurrectionnelles".

Le 18 Septembre 2020 déjà, quatre militants de la Coalition Stand-Up for Cameroon (MM. Moussa Bello, Ntsama Etienne, Mira Angoung et Tehle Membou) qui revenaient d'une réunion anodine dans le cadre de l'opération "Vendredi en noir" ont été arrêtés par les forces de l'ordre et détenus sans motifs pendant plusieurs jours, à la Légion de Gendarmerie du Littoral à Douala, avant d'être mis sous mandat de dépôt le 22 septembre à la prison de New bell. Selon leurs avocats, ces quatre citoyens passeront devant le tribunal militaire le 21 octobre, pour répondre des chefs d'accusation de "conspiration, insurrection et révolution », pour avoir participé à une réunion!

Depuis le 21 septembre, faisant suite au mot d'ordre lancé par sa Plateforme, le domicile de Monsieur Maurice Kamto est encerclé par plusieurs dizaines de policiers et de gendarmes lourdement armés, qui interdisent toute entrée ou sortie de sortir de son domicile. Monsieur Kamto, sa famille et ses partisans qui s'y trouvent, sont ainsi mis en résidence surveillée, en dehors de toute décision de la justice! De même, les forces de l'ordre munies d'un arsenal militaire impressionnant ont été déployées dans les villes des Yaoundé, Douala et Yaoundé pour dissuader les citoyens.

Le 22 septembre 2020, des centaines de camerounais qui manifestaient pacifiquement, sans aucun acte de violence, ont été arrêtés et emprisonnés, notamment à Douala. Plusieurs autres ont été blessés suite aux violences des forces de l'ordre qui se sont abattues sur ces manifestations. Selon diverses sources, près de 600 personnes ont été arrêtées avant, pendant et après les manifestations du 22 septembre

La coalition SUFC avait appelé à des manifestations pacifiques pour le 06 Octobre et dès le 01 Octobre, Mme Edith Kah Walla avait elle aussi, été brièvement séquestrée à son domicile par des forces de l'ordre et ses bureaux encerclés.

II.L'ANALYSE DE GENERATION-90

Au-delà de la répression des manifestations du 22 septembre 2020, c'est toute la problématique du respect des droits fondamentaux des citoyens et même du respect des lois de la république qui reste posée au Cameroun. Ce n'est pas la première fois que des Camerounais exerçant leurs droits et libertés individuelles ou collectives, sont brutalement empêchés de le faire par les forces de l'ordre pour des raisons fallacieuses.

Trente ans après d'abrogation des ordonnances de 1962 sur la « subversion » qui permettaient à la police politique au service du parti unique de traquer sans ménagement les dissidents, le Cameroun fait une marche arrière spectaculaire en ce qui concerne l'exercice des libertés individuelles et collectives. Il est totalement inadmissible que 30 ans après le multipartisme, un opposant politique soit assigné à résidence par des militaires pour avoir organisé une manifestation pacifique sur la voie publique et que des militants de l'opposition soient traduits devant le tribunal militaire pour avoir participé à une réunion !!!

Les manifestations sur la voie publique qui obéissent au régime simple déclaration, sont devenues des activités subversives, de rébellion, qui sont systématiquement frappés du sceau du refus des sous-préfets, qui sont les véritables bras séculiers du régime pour entraver les

libertés des citoyens.

Seuls les partisans du régime autocratique, ont le droit d'organiser quand bon leur semble, des manifestations publiques pour chanter les louanges du régime failli, tandis que l'opposition politique est systématiquement bâillonnée, interdite de réunion et de manifestations, régulièrement accusée de trouble à l'ordre public et pourchassée jusque dans ses derniers retranchements. En effet, depuis plus de deux décennies, et en dehors des périodes de campagne électorale, les camerounais n'ont pas le souvenir d'une manifestation de protestation de l'opposition politique ou de la Société Civile indépendante qui n'ait pas été frappée d'interdiction par l'administration néocoloniale.

Il faut en finir avec ces voies de fait sur les citoyens et sur l'opposition politique!

La situation tendue que vit le Cameroun actuellement est simplement le résultat de la volonté affirmée du gouvernement d'empêcher l'expression populaire face à son bilan catastrophique, en faisant main basse sur les droits et les libertés fondamentales des citoyens, pourtant inscrites dans la constitution du Cameroun ainsi que dans les conventions internationales auxquelles le Cameroun adhère librement et souverainement. Les manifestations du 22 septembre entrent dans le cadre de l'exercice des législations nationales et internationales garantissant la liberté d'expression et de réunion et qui sont ainsi protégées.

En tout été de cause, et comme l'a rappelé GENERATION-90 plusieurs fois par le passé, la répression policière et politique n'est pas la réponse appropriée aux revendications politiques et sociales des Camerounais. Ces demandes, dont les plus critiques portent sur l'intégrité de la République et la transparence électorale sont légitimes et pressantes.

III- L'APPEL DE GENERATION 90

Au regard de ce qui précède, GENERATION-90 :

1. Concernant la situation politique globale du pays

a. Appelle le Chef de l'Etat à ouvrir sans plus tarder, un dialogue politique inclusif sur les principales revendications des Camerounais, y compris de l'opposition politique, notamment sur la réforme totale du système électoral, la révision de la constitution, le règlement de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et l'élaboration d'une Charte des droits et libertés fondamentales et de la citoyenneté en République du Cameroun.

b. Recommande au Chef de l'Etat de donner un signal fort de décrispation complète de la situation politique par la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, y compris les leaders sécessionnistes incarcérés depuis le déclenchement de la crise anglophone.

2. Sur l'exercice des libertés et le droit des citoyens à organiser des manifestations;

a. Invite le Gouvernement à respecter la loi sur les manifestations publiques et assurer que la force publique se limite en pareilles circonstances à un travail d'encadrement et d'accompagnement des manifestants, pour garantir l'ordre public. Toute autorité coupable d'entraves à l'exercice des droits et libertés fondamentales doit en répondre devant la justice;

b. Demande la levée immédiate de l'état de siège au domicile de Maurice Kamto et de l'assignation à résidence de fait dont il est l'objet;

c. Exige la libération immédiate et inconditionnelle des militants de la Coalition Stand-Up for Cameroon Moussa Bello, Ntsama Etienne, Mira Angoung et Tehle Membou, injustement arrêtés le 18 septembre et fallacieusement accusé de « rébellion » et détenus à la prison de New Bell;

d. Rappelle au Gouvernement que les entraves récurrentes à l'exercice des libertés fondamentales par nos compatriotes et le recours systématique à la répression sauvage contre des manifestants pacifiques, aussi bien de l'opposition que de la Société Civile, sont une incitation du peuple camerounais, à l'utilisation de méthodes violentes et non-démocratiques pour recouvrer la plénitude de ses droits et libertés, une situation qui ferait planer sur le pays, le spectre d'une violence généralisée donc la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont une tragique illustration ;

e. Appelle toutes les forces progressistes et tous les patriotes camerounais, à faire bloc pour s'élever radicalement contre la confiscation des libertés individuelles et collectives des citoyens par le régime autocratique au pouvoir au Cameroun.

f. Apporte son soutien ferme à toutes les forces politiques et sociales en lutte pour les libertés et la démocratie au Cameroun.

Johannesburg, ce 10 octobre 2020

Pour le Comité Exécutif de GENERATION-90,

*Tene SOP
Coordonnateur*

*JOMBWE MOUDIKI
Secrétaire Général*